

PALIER (Bruno), SUREL (Yves) et al. – *L'Europe en action. L'europanisation dans une perspective comparée*. – Paris, L'Harmattan, 2007 (Logiques politiques). 358 p.

Mathieu Petithomme

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE** 2008/5 Vol. 58 , PAGES IV À IV
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724631180

DOI 10.3917/rfsp.585.0833d

Date de mise en ligne : 04/12/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2008-5-page-IV?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

TÉLO (Mario) – *Relations Internationales. Une perspective européenne*. Préface de Robert O. Keohane. – Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles/Institut d'études européennes, 2008 (Études européennes). 212 p. Bibliogr. Annexe.

L'étude des relations internationales est demeurée pendant longtemps un point faible de la science politique d'expression française. Aussi, sous l'impulsion de Marcel Merle, de Marie-Claude Smouts et de Bertrand Badie, l'Association française de science politique s'est-elle efforcée dans les années qui ont suivi la chute du « rideau de fer » de pallier cette lacune. Et, de leur côté, les travaux de géopolitique se sont développés, comme en témoignent les publications du CERI, en particulier, les ouvrages de Pierre Hassner et celles de l'Institut d'études de sécurité initiées par Nicole Gnesotto, auxquels s'ajoutent les études des *think tanks* tels que l'IFRI, l'IRIS et, s'agissant de l'Union européenne, *Notre Europe*.

Mais il manquait pour éclairer et cadrer ces recherches par rapport à la théorie des relations internationales un inventaire publié en langue française des travaux effectués au cours

1. Landtag Mecklenburg-Vorpommern, *Leben in der DDR, Leben nach 1989. Aufarbeitung und Versöhnung. Zur Arbeit der Enquete-Kommission*, Schwerin, 1996-1998.

2. Hubertus Knabe, *Die Täter sind unter uns. Über das Schönreden der SED-Diktatur*, Berlin, Propyläen, 2007.

3. Gregor Gysi, ancien membre du parti au pouvoir en RDA, *leader* du parti Die Linke, situé à la gauche du parti social-démocrate SPD, se défend de toute collaboration avec la Stasi, ce que sembleraient cependant démontrer des archives en cours d'analyse.

4. Cf. notamment une association constituée d'anciens dirigeants et cadres de la RDA (GRH e.V.) qui se posent en victimes d'une justice de l'Ouest et demeurent très virulents lors de manifestations historiques et scientifiques – l'auteur de ces lignes ayant ainsi été pris à partie, comme d'autres collègues, pour ses écrits et propos « erronés et diffamants » sur le système pénitentiaire est-allemand : Pascal Décarpes, « Der DDR-Strafvollzug vor und nach der Wende. Die Umgestaltung des Gefängnislebens zwischen Herrschaft, Rechtsstaat und Willkür », dans Sandrine Kott, Emmanuel Droit (Hg.), *Die ostdeutsche Gesellschaft. Eine transnationale Perspektive*, Berlin, Ch. Links Verlag, 2006, p. 88-103.

du 20^e siècle par la science politique principalement d'origine anglo-américaine¹. C'est aujourd'hui chose faite grâce au remarquable ouvrage de Mario Télo, publié par les éditions de l'Université de Bruxelles. L'auteur était bien connu par ses nombreux travaux antérieurs, y compris l'édition en français des œuvres de Norberto Bobbio, ainsi que par son activité d'« entrepreneur académique » à la tête de l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles. Mais l'instrument de travail qu'il nous procure témoigne à la fois d'une extraordinaire érudition et d'une belle capacité d'exposition dont les chercheurs en science politique, et spécialement en relations internationales, tireront un grand profit. En effet, le livre de deux cents pages relativement maniable, s'ordonne autour de dix chapitres qui se succèdent dans un ordre à la fois chronologique et logique. Ils font successivement le bilan des recherches de l'école réaliste, des approches systémiques et néo-réalistes, de l'économie politique internationale, des approches marxistes, de la critique et du dépassement du réalisme et du néo-réalisme, des théories institutionnalistes, des thèses relatives à un monde post-souverain, des approches constructivistes, des théories de la politique étrangère et enfin de l'apport des études européennes. On regrettera seulement qu'aucune rubrique ne traite de façon spécifique du fonctionnalisme, même si celui-ci est mentionné à plusieurs reprises (notamment p. 37 à propos des travaux de David Mitrany, et p. 106, 108, 137 et 158). Et de la même façon que la source du pouvoir étudiée peut être, comme le souligne Robert O. Keohane dans sa préface, « *hard* » ou « *soft* », l'on aurait pu attendre de l'auteur qu'il reprenne à son compte le résultat de ses propres recherches sur la démocratie à l'échelle internationale.

Mais outre cet inventaire méticuleux, assorti de références bibliographiques nombreuses qui seront très utiles au lecteur, ces différents chapitres sont traversés par un « fil rouge » épistémologique qui confère à l'ouvrage une grande unité. Celui-ci a trait au développement et au déclin de ce que Mario Télo appelle le « paradigme westphalien », en relation avec la montée en puissance d'une « société civile » internationale, identifiée par la croissance à la fois des ONG et des entreprises multinationales². Et l'argumentation développée par l'auteur conduit à établir un bilan nuancé de l'affaiblissement et de la survie du rôle des États nations sur une scène internationale où leur inflation va de pair avec la mondialisation, ainsi que du principe de souveraineté qui reste inscrit de manière plus formelle que réelle dans la charte des Nations unies. Enfin, l'attention du lecteur sera particulièrement attirée par les développements relatifs à la coexistence dans le monde contemporain de nouvelles grandes puissances asiatiques et du retour de la Russie, qui pratiquent les relations diplomatiques traditionnelles, avec le développement d'un processus de régionalisation dont l'Union européenne n'est pas le seul exemple, même si elle en incarne la version la plus intégrée aujourd'hui. Aussi doit-on être particulièrement reconnaissant à Mario Télo d'avoir présenté en annexe de son livre (p. 172 à 200) un inventaire des organisations multilatérales régionales, interrégionales et globales en vigueur, fruit du labeur de Sebastian Santander. Il faut avoir visionné cet inventaire pour en mesurer l'étendue.

Enfin, « *last but not the least* », l'idée sous-jacente du président de l'Institut d'études européennes de Bruxelles était aussi d'amorcer, à l'occasion de ce livre, l'évaluation de l'apport et du poids de la construction européenne sur les relations internationales. Tel est d'ailleurs le sous-titre du livre, ainsi que le principal objet du chapitre X, qui mériterait à lui seul un examen particulier. Sans doute, le juriste de droit communautaire aurait-t-il souhaité y trouver un développement plus important quant à l'originalité de celui-ci par rapport au droit

1. Rappelons, toutefois, que ce travail avait été largement amorcé par Philippe Braillard, *Théorie des relations internationales*, Paris, PUF, 1977 ; Pierre de Senarclens, *La politique internationale*, Paris, A. Colin, 4^e éd., 2002 ; Dario Batistella, *Théorie des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003 ; Jean-Jacques Roche, *Théorie des relations internationales*, Paris, Montchrestien, 5^e éd., 2004 ; sans compter, publié par Marie-Claude Smouts, Dario Batistella et Pascal Vennesson, le *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, Dalloz, 2003 ; et, concernant la construction européenne, le livre de René Schwok, *Théories de l'intégration européenne*, Paris, Montchrestien, 2005.

2. Voir Bertrand Badie, Marie-Claude Smouts, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris, Presses de Sciences Po/Dalloz, 1992 ; Bertrand Badie, *La Puissance de l'impuissance*, Paris, Fayard, 2004.

traditionnel des relations internationales. Mais l'essentiel est dit à propos du « triangle institutionnel » et de la méthode communautaire, et l'ouvrage n'est pas un manuel juridique. Aussi est-il plus important que l'auteur s'interroge sur deux ruptures qui laissent des traces profondes à la fois sur l'état de l'Union européenne et sur celui des relations internationales aujourd'hui, à savoir l'abandon, par la Déclaration Schuman, du « paradigme westphalien » au profit de la synthèse réalisée entre la supranationalité et l'intergouvernementalité ; et le changement opéré par l'implosion de l'empire soviétique qui permet à l'Union européenne, à l'échelle continentale, de disposer d'une marge d'autonomie que la guerre froide lui avait interdit d'atteindre du fait de sa relation privilégiée avec l'OTAN.

Demeurant fidèle à la perspective de l'ouvrage qui porte sur l'approche théorique des relations internationales au plan mondial, Mario Télo s'interroge donc dans ses dernières pages sur l'effet de contamination éventuelle exercé par le processus européen sur son environnement. Sans doute reconnaît-il que la quasi-totalité des autres organisations régionales que l'UE, y compris le Mercosur qui s'en rapproche le plus, fonctionne sur une base interétatique. Par conséquent, il ne pouvait entièrement mettre en cause l'existence de ce que Stanley Hoffmann appelle les « Seigneurs » de la scène internationale. Mais il rappelle la dernière phrase des *Mémoires* publiées par Jean Monnet selon laquelle la Communauté européenne « n'est qu'une étape vers les formes d'organisation du monde de demain ».

Ceci laisse la question ouverte pour de nouvelles recherches à la faveur desquelles la science politique française et européenne devra se placer dans un dialogue non seulement renforcé avec celle en provenance des États-Unis, mais avec les travaux qui ne manqueront pas d'émaner des universités des nouvelles puissances émergentes.

Jean-Louis QUERMONNE

Président honoraire de l'Association française de science politique

SANTANDER (Sebastian) – *Le régionalisme sud-américain. L'Union européenne et les États-Unis*. Préface de Mario Télo. – Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008. 280 p. Bibliogr.

Illustrant les analyses présentées chez le même éditeur dans le récent ouvrage de Mario Télo sur *Les relations internationales. Une perspective européenne*, Sebastian Santander examine de façon rigoureuse le régionalisme sud-américain, tant à travers la recherche d'un difficile équilibre entre ses États membres que dans ses relations respectives avec l'Union européenne et les États-Unis. S'attachant particulièrement, mais pas seulement, à la situation qu'occupe le Mercosur, il étudie à la fois les rapports internes à cette organisation, notamment du fait de l'économie dominante que constitue le Brésil, et ses relations avec les deux pôles concurrents que forment le marché unique de l'Union européenne et la zone de libre-échange des Amériques initiée par les États-Unis.

Comme l'écrit Mario Télo dans sa préface, outre une parfaite connaissance par l'auteur des principaux pays de l'Amérique latine, son approche situe sa recherche « dans une perspective de longue durée et dans le cadre des théories systémiques des relations internationales ; ce qu'il réalise en adoptant comme point de départ l'approche de l'*International Political Economy*, c'est-à-dire en approfondissant l'interaction entre les dimensions politique et économique ».

Sebastian Santander n'écarte pas pour autant une vision géostratégique des enjeux représentés par l'évolution politique et économique de l'Amérique latine dans la mesure où il analyse avec pertinence les influences croisées de la mondialisation, de l'attraction exercée sur le Brésil par les nouvelles puissances émergentes (notamment à la faveur d'une éventuelle réforme du Conseil de sécurité de l'ONU), de l'exemplarité en provenance du processus d'intégration européen et des fluctuations de la politique étrangère nord-américaine menée successivement par Bill Clinton et Georges W. Bush.

Aussi, l'ouvrage sort-il en librairie au bon moment pour illustrer, dans une partie du

Monde en pleine transformation, la démarche théorique dont nous avons rendu compte à propos du livre publié par les mêmes éditions de l'Université de Bruxelles par Mario Télo.

Jean-Louis QUERMONNE

Président honoraire de l'Association française de science politique

VAN DER BRUG (Wouter), VAN DER EIJK (Cees), eds – *European Elections and Domestic Politics. Lessons from the Past and Scenarios for the Future*. – Notre Dame, University of Notre-Dame Press, 2007. 320 p. Annexes. Bibliogr. Index.

Cet ouvrage collectif constitue le troisième opus d'une série consacrée aux élections européennes, qui vient rendre compte des travaux du European Election Studies Group organisé depuis 1998 autour des deux auteurs, mais également de M. Franklin, M. Marsh ou encore H. Schmitt. Le groupe ayant déjà publié des analyses lors des échéances de 1989 et 1994¹, ce dernier opus s'inscrit dans la continuité puisqu'il propose, sur la base des résultats d'une large enquête électorale, une analyse des élections européennes de 1999.

Les auteurs se donnent pour objectif d'observer celles-ci sous l'angle principal de leur lien avec les arènes politiques des pays membres. Il s'agit en particulier d'interroger l'actualité du modèle des élections de second ordre de Reif et Schmitt² qui souligne le poids dominant des contextes politiques nationaux au sein de ces élections. Si ce modèle se voit largement confirmé dans sa validité, sont également décelées des prémices de transformation puisque des enjeux proprement européens commencent à être significatifs lors de ces élections.

La cohérence de structuration de l'ouvrage est ainsi à souligner. Ne perdant jamais de vue ce cadre d'analyse général, l'interrogation est portée de manière transversale au travers de divers acteurs ce qui permet, loin d'une juxtaposition, une grande complémentarité des contributions. Si tous les articles ne font pas preuve d'un égal pouvoir de séduction, l'ouvrage propose plusieurs conclusions captivantes, voire inédites, déclinées au travers de cinq parties.

Les trois premiers articles analysent les données agrégées des résultats électoraux : M. Franklin relativise tout d'abord le déclin continu de la participation aux européennes en s'intéressant à ses causes structurelles et souligne en particulier l'importance de la place de ces élections dans le cycle national, alors que, dans les chapitres 2 et 3, M. van Egmond, puis M. Marsh dessinent les contours de la volatilité électorale entre les échéances nationales et européennes, ce dernier s'interrogeant sur la perte de voix des partis de gouvernement. Les chapitres 4 et 5 ensuite, proposent une cartographie de la distribution (sociale, géographique et politique) des positions à l'égard de l'UE chez les citoyens européens (A. Scheuer et W. van der Brug), ainsi qu'au sein des partis (A. M. Wüst et H. Schmitt), quand les chapitres 6 et 7 s'intéressent aux couvertures médiatiques des élections. C. A. de Vreese, E. Lauf et J. Peter y comparent les traitements médiatiques de la campagne électorale entre les pays membres, puis J. Peter se propose d'analyser comment ces différentes couvertures influent sur la formation des attitudes à l'égard de l'Union en fonction des contextes nationaux. Une quatrième partie se focalise sur les comportements électoraux des individus, ce qui permet à H. Schmitt et C. van der Eijk de dénoncer dans le chapitre 8 une lecture journalistique et politique commune assimilant abstentionnistes à euro-sceptiques, et à W. van der Brug, C. van der Eijk et M. N. Franklin de réfuter, chapitre suivant,

1. Cees van der Eijk, Mark N. Franklin, (eds), *Choosing Europe ? The European Electorate and National Politics in the Face of Union*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996 ; ainsi que Hermann Schmitt, Jacques Thomassen (eds), *Political Representation and Legitimacy in the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

2. Karlheinz Reif, Hermann Schmitt, « Nine Second-Order National Elections : A Conceptual Framework for the Analysis of European Election Results », *European Journal of Political Research*, 8 (1), 1980, p. 3-44.

l'existence d'une relation forte entre attitude à l'égard de l'intégration et choix du parti aux élections européennes. Une des conclusions principales de l'ouvrage tient ainsi dans l'affirmation qu'on ne peut interpréter les élections européennes comme un indicateur des attitudes à l'égard de l'UE (en ce qui concerne la participation comme l'orientation du vote). Les chapitres 10 et 11 réalisés respectivement par C. van der Eijk et M. N. Franklin, puis M. Kroh, W. van der Brug et C. van der Eijk, prolongent l'observation des choix partisans et analysent la relation entre volatilité électorale et système de partis.

Enfin, l'originalité de cette édition tient sans doute au fait qu'au-delà des mises en perspectives proposées avec les études antérieures, les auteurs n'hésitent pas à s'essayer à quelques analyses prospectives. Le dernier chapitre se présente en effet comme une synthèse des apports des différentes contributions, à partir de laquelle sont modélisés plusieurs « scénarios pour le futur » construits à partir de deux hypothèses majeures. Huit auteurs¹ y envisagent ensemble une augmentation de la saillance électorale des questions européennes aux yeux des électeurs ainsi qu'une politisation de l'intégration liée à une polarisation des positions, notamment partisans, à l'égard de l'Union qui devrait s'accroître.

Pour conclure, on pourra simplement regretter l'absence de dialogue avec les études francophones des élections européennes qui ont connu un essor récent², ainsi que des développements méthodologiques exclusivement quantitatifs parfois difficile à suivre. Cet ouvrage constitue nonobstant un outil de travail au delà des études européennes, pour tous ceux qui s'intéressent aux comportements électoraux, à l'étude des partis, à celle des médias ou à l'analyse comparative. Il apparaît enfin, assurément, comme une nouvelle somme faisant le point sur la littérature et les derniers travaux anglo-saxons consacrés aux élections européennes.

Emmanuelle REUNGOAT
CRPS, Université Paris I-Panthéon Sorbonne

PALIER (Bruno), SUREL (Yves) *et al.* – *L'Europe en action. L'europanisation dans une perspective comparée.* – Paris, L'Harmattan, 2007 (Logiques politiques). 358 p.

L'Europe en action est le fruit d'un travail collectif coordonné par Bruno Palier et Yves Surel qui apporte une contribution substantielle à l'analyse de l'europanisation des politiques publiques. Le livre est savamment construit autour d'une introduction retraçant les différentes périodes d'analyse de la littérature relative à l'intégration européenne, présentant les définitions successives du concept d'europanisation et introduisant un cadre théorique qui rend compte de l'émergence progressive d'un espace européen de politiques publiques (p. 13-80). L'ouvrage réunit cinq contributions empiriques portant sur onze terrains de recherche différents, qui médiatisent néanmoins une volonté commune d'opérationnaliser le concept

1. Il s'agit ici d'un travail commun de Wouter van der Brug et Cees van der Eijk avec Hermann Schmitt, Michael Marsh et Mark Franklin, auxquels se sont également associés, pour ce chapitre, Jacques Thomassen, Holli Semetko et Stefano Bartolini.

2. On peut citer notamment, pour les études situées au niveau européen : Stéphanie Abrial, Christine Pina, « Les élections européennes de juin 1999 dans les quinze pays de l'Union : une consultation de second ordre ? », *Revue française de science politique*, 49 (4), août 1999, p. 707-718 ; Anne Jadot, « (Ne pas) être un électeur européen. Une analyse multiniveaux des déterminants individuels et contextuels de l'abstention en 1999 », *Revue internationale de politique comparée*, 9(1), 2002, p. 31-45 ; Gérard Grunberg *et al.*, *Le vote des Quinze. Les élections européennes du 13 juin 1999*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000 ; Yves Deloye (dir.), *Dictionnaire des élections européennes*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2005 ; Pascal Perrineau (dir.), *Le vote européen 2004-2005, De l'élargissement au référendum français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005 ; Pascal Delwit, Philippe Poirier (dir.), *Parlement puissant, électeurs absents ? Les élections européennes de juin 2004*, Bruxelles, Éditions de l'Université libre de Bruxelles, 2005.

d'européanisation en termes de processus d'adaptation dynamique à l'extension du domaine de la contrainte européenne. Le niveau d'analyse porte successivement sur l'organisation des acteurs au niveau européen lors des trois premiers chapitres, puis sur les phénomènes de convergence au niveau national lors des deux suivants. En se distinguant de celle d'intégration européenne, la notion d'européanisation implique de repenser « l'Europe telle qu'elle se fait » en dépassant les hypothèses initiales associées aux études européennes, en « normalisant » et en construisant l'objet « politique européenne » afin de définir l'impact différencié de l'UE sur les systèmes nationaux et les interactions entre différents niveaux de gouvernance¹. N'étant pas une théorie, la notion d'européanisation fournit néanmoins un outil opératoire afin de spécifier les effets formels et informels induits par l'intégration européenne et les réponses parfois contradictoires en termes d'adaptation ou de résistance des acteurs sociaux, politiques ou institutionnels².

En premier lieu, Antoine Mégie et Pauline Ravinet entreprennent une comparaison longitudinale et spatiale entre les processus d'européanisations des espaces européens de la justice depuis le Conseil européen de Tampere en 1999 et de l'enseignement supérieur au travers du processus de Bologne (p. 87-141). Ils s'intéressent à « l'amont » de l'européanisation et tentent de définir un processus en trois séquences : la phase des initiatives communautaires, la phase de coopération intergouvernementale et la phase de l'institutionnalisation du processus (p. 92). Les auteurs analysent « la boîte noire », les interactions entre acteurs qui se jouent lors des moments charnières permettant le passage d'une séquence à l'autre (p. 105). L'analyse proposée du développement d'actions communautaires limitées au lancement des processus de coopération intergouvernementale pour finalement institutionnaliser ceux-ci grâce à l'intermédiation de la Commission est assez convaincante.

Dans un second chapitre, Rosa Sanchez Salgado et Cornelia Woll tentent d'appliquer le concept aux groupes d'intérêts en suivant trois lignes principales d'argumentation (p. 145-187). Tout d'abord, elles démontrent que la participation politique des acteurs non étatiques au niveau européen s'est accrue depuis les années 1980, en raison de structures d'opportunités favorables et à la volonté d'inclusion promue par la Commission européenne³. Elles illustrent aussi comment l'accès à de nouvelles ressources a permis de favoriser des transformations induites par l'Europe. Les cadres cognitifs institués par les institutions européennes, ces « vecteurs de transmission de valeurs », engendrent des effets indirects favorisant « l'intégration d'une perspective européenne dans la vision du monde des acteurs non étatiques » (p. 175-178). Ces acteurs non étatiques ne sembleraient pas simplement des objets de l'européanisation, mais aussi des sujets qui peuvent utiliser le « détour par Bruxelles » comme un moyen d'action à l'égard du niveau national⁴. Une fois encore, les effets du processus d'européanisation s'exprimeraient principalement de manière indirecte, les acteurs non étatiques pouvant tirer profit de leur « double jeu » entre le niveau national et le niveau européen afin de « transférer des idées et des modèles politiques d'un niveau à l'autre » (p. 179)⁵.

1. Romain Pasquier, Olivier Baisnée, *L'Europe telle qu'elle se fait. Européanisation et sociétés politiques nationales*, Paris, CNRS Éditions, 2007 ; Patrick Hasenteufel, Yves Surel, « Des politiques comme les autres ? Construction de l'objet et outils d'analyse des politiques européennes », *Politique européenne*, 1, 2000, p. 8-24.

2. Claudio Radaelli, « The Domestic Impact of European Union Public Policy : Notes on Concepts, Methods and the Challenge of Empirical Research », *Politique européenne*, 5, 2001, p. 107-142.

3. Sur ce point, voir Emiliano Grossman, Sabine Saurugger, *Les groupes d'intérêt. Action collective et stratégies de représentation*, Paris, Armand Colin, 2006.

4. L'expression est reprise de Julien Weisbein, « L'amont de l'européanisation. Prédipositions sociales et logiques organisationnelles dans le détour par Bruxelles », Colloque de la Société québécoise de science politique, Québec, Université de Montréal, 8-9 mai 2008.

5. Sur la notion de « double jeu », voir notamment les travaux d'Antonin Cohen, « Constitutionalism without Constitution. Transnational Elites between Political Mobilization and Legal Expertise in the Making of a Constitution for Europe (1940s-1960s) », *Law & Social Inquiry*, 32 (1), hiver 2007, p. 109-135 ; et « Du corporatisme au keynésianisme. Continuités pratiques et ruptures

Isabelle Bruno, Sophie Jacquot et Lou Mandin tentent de saisir le processus d'euro-péanisation au travers de son instrumentation en montrant comment les nouvelles pratiques du *benchmarking*, du *mainstreaming* et de la méthode ouverte de coordination sont autant de moyens qui ordonnent de manière intergouvernementale l'extension du domaine de la contrainte européenne (p. 193-245). Les auteurs questionnent la neutralité supposée de ces nouveaux outils qui jouent le rôle de moyens d'action politique définissant au niveau européen des cadres normatifs contraignants les futures délibérations intergouvernementales. Ces trois processus contribuent à « orienter le sens de l'euro-péanisation en amont du processus, sans pour autant chercher à en mesurer l'impact effectif en aval » (p. 198). L'idée de l'« instrumentation de l'action publique » forgée par Pierre Lascoumes et appliquée aux nouveaux outils de coordination intergouvernementale souligne que les institutions européennes peuvent indirectement agir sur les représentations et les pratiques des décideurs politiques nationaux¹. Alors que le *mainstreaming* réfère à un instrument de politique publique qui tend à institutionnaliser l'idée d'égalité entre les genres, la MOC (Méthode ouverte de coordination) offre un cadre procédural à la décision intergouvernementale et le *benchmarking* engendre un processus de « co-opération » visant à l'imitation des meilleures pratiques et l'émulation dans le but d'atteindre des critères ciblés à l'avance. D'une part, il s'agit de quantifier de plus en plus systématiquement les objectifs politiques vers lesquels les gouvernements nationaux doivent tendre même si les moyens pour remplir ces objectifs demeurent à leur discrétion. D'autre part, ces nouveaux outils construisent un cadre normatif et de représentation sociale qui délimite de manière croissante « ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut plus faire » en cherchant à définir un « paysage commun », une « grammaire européenne de l'action publique » présentée comme nécessaire à l'ajustement des États membres de l'UE aux nouvelles conditions socio-économiques globales et à l'impératif de compétitivité².

Les quatrième et cinquième chapitres rédigés respectivement par Christophe Scheidhauer, d'une part, et Sophie Enos-Attali, Alexandra Jönsson et Elizabeth Sheppard, d'autre part, questionnent la convergence de différents secteurs de politiques publiques, respectivement les politiques de promotion de l'enseignement des langues régionales (p. 251-307) et les politiques de défense et de sécurité de plusieurs États membres (p. 313-355). Christophe Scheidhauer cherche à rendre compte des raisons de la similarité des politiques de promotion de l'enseignement du gallois, de l'irlandais et de l'alsacien. Il souligne comment les politiques européennes ne peuvent expliquer à elles seules ces évolutions, qui se comprennent avant tout par les stratégies des militants locaux qui, par le biais de la promotion au niveau européen de l'enseignement des langues régionales, trouvent une structure d'opportunité favorable leur permettant de progresser vers une reconnaissance qui leur est refusée au niveau national (p. 252). La convergence des discours et l'inclusion progressive du référentiel européen souligne, comme dans le cas des acteurs non étatiques, que « l'Europe » peut constituer une ressource pour tenter d'influencer indirectement des politiques domestiques.

Enfin, la contribution de Sophie Enos-Attali, Alexandra Jönsson et Elizabeth Sheppard présente une réflexion conceptuelle qui ne cherche pas tant à expliquer les causes de la convergence ou de la divergence des politiques publiques qu'à réfléchir sur les mécanismes à travers lesquels celles-ci se produisent (p. 338). Les auteures reprennent les différents mécanismes de transfert des politiques publiques, notamment l'émulation, la coopération transnationale et la promotion de modèles politiques, soulignant la difficulté méthodologique, afin d'« isoler » le rôle des institutions communautaires dans la promotion de convergences nationales par rapport à d'autres facteurs. Leur argument central est que l'UE, plus que « responsable » des phénomènes de convergence, joue souvent un rôle fonctionnel : d'une part, l'euro-péanisation

symboliques dans le sillage de François Perroux », *Revue française de science politique*, 56 (4), août 2006, p. 555-592.

1. Pierre Lascoumes, « Gouverner par les instruments. Ou comment s'instrumente l'action publique ? », dans Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 387-401.

2. Les expressions sont ici empruntées respectivement à Bruno Palier, *La réforme des retraites*, Paris, PUF, 2003, et Pierre Muller, « L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique », *Revue française de science politique*, 50 (2), avril 2000, p. 189-208.

s'exprime au travers d'un « filtre » qui dirige la convergence « en induisant certains principes, valeurs et orientations générales » et d'autre part, l'eupéanisation prend la forme d'un « catalyseur » qui accompagne les processus de transfert des politiques publiques (p. 354).

D'une manière générale, cet ouvrage est rigoureusement construit et nourrit bien le débat croissant sur les processus d'eupéanisation. Tant l'introduction que le dernier chapitre fournissent des réflexions théoriques intéressantes. Chaque chapitre empirique est consciencieusement précédé d'un cadre théorique et de la définition opératoire du concept d'eupéanisation auquel les auteurs entendent se référer. *L'Europe en action* est aussi un contre-exemple original réfutant les critiques considérant la notion d'eupéanisation comme floue, voire trop confuse¹. En déplaçant la focale de l'analyse et en s'intéressant tant aux effets directs qu'aux impacts potentiellement indirects sur les « idées, les intérêts et les institutions », les auteurs ouvrent une perspective rarement étudiée parce que plus exploratoire et plus difficile à mettre en œuvre². Cependant, comme l'a bien souligné Peter Mair au sujet du manque de travaux portant sur l'eupéanisation des partis politiques, ce sont souvent les contraintes indirectes sur les systèmes politiques ou les acteurs nationaux qui peuvent être les plus décisives³. À cet égard, *L'Europe en action* constituera certainement une lecture obligée des spécialistes de l'Europe des paysages intellectuels français et international.

Mathieu PETITHOMME

Institut universitaire européen de Florence

Département des sciences politiques et sociales

LÉPINARD (Éléonore) – *L'égalité introuvable. La parité, les féministes et la République*. – Paris, Presses de Sciences Po, 2007 (Fait politique). 304 p.

Malgré la parité, l'égalité des sexes en politique ne s'est toujours pas traduite dans les faits en France. L'écart entre le caractère symbolique de la parité et son application décevante se double d'un autre écart : le contraste entre la radicalité de la revendication paritaire portée par les militantes des droits des femmes et le consensus dont la réforme paritaire a fait l'objet au sein des représentants de la politique institutionnelle.

En analysant les termes des débats public, politique et parlementaire qui ont servi à définir et à légitimer la parité, Éléonore Lépinard s'attache à montrer comment cette nouvelle conceptualisation de l'égalité des sexes aboutit à la fois à neutraliser et à relayer la portée du changement social que recelait à ses débuts la revendication. D'égalité substantielle, la parité deviendra, dans sa formulation constitutionnelle, une incitation, et une incitation seulement, à mettre en œuvre l'égalité des chances, et non une égalité des résultats, entre hommes et femmes dans le domaine de la représentation politique. En même temps, le terme parité sera légitimé et permettra de rendre visible les inégalités dans la sphère politique, mais aussi socio-économique.

La démarche de l'auteure allie les ressources de la science politique, des études de genre et de la sociologie du droit pour cerner la généalogie internationale de la revendication paritaire (chapitre 1), les luttes de sens autour de celle-ci au sein du féminisme français (chapitre 2), la dynamique de légitimation de la parité sur la scène politique française, ainsi que les stratégies

1. Hussein Kassim, « Conclusion », dans Hussein Kassim, Anand Menon *et al.* (eds), *The National Co-ordination of EU Policy*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 238. Pour une discussion des différents usages de la notion d'eupéanisation, voir Johan P. Olsen, « The Many Faces of Europeanization », *Journal of Common Market Studies*, 40 (5), 2003, p. 921-952.

2. Bruno Palier, Yves Surel, « Les "trois I" et l'analyse de l'État en action », *Revue française de science politique*, 55 (1), février 2005, p. 7-31.

3. Peter Mair, « The Limited Impact of Europe on National Party Systems », dans Klaus Goetz, Simon Hix (eds), dans « Europeanised Politics ? », numéro spécial de *Western European Politics*, 23 (4), 2000, p. 27-51.

élaborées par les diverses composantes du mouvement paritaire (chapitre 3), les transformations du contenu de la revendication à la faveur de sa mise en forme législative et juridique lorsqu'elle accède au Parlement (chapitre 4).

L'ouvrage d'Éléonore Lépinard permet ainsi de comprendre les défis que la parité a posés au modèle républicain, en ouvrant une brèche dans l'universalisme abstrait. Il amorce aussi, en conclusion, des pistes de réflexion sur la représentation, non plus, de la majorité minorisée, les femmes, mais des minorités de fait. L'auteure attire notre attention sur le fait que la parité constitue, en France, un obstacle à la mise en place de politiques d'égalité fondées sur la discrimination positive, et sur la prise en compte de la diversité des besoins et des revendications et des femmes et des minorités de fait. Le contexte d'élaboration de la demande paritaire empêche la pluralisation des différences.

Tout l'intérêt de l'ouvrage est de rendre compte de l'interaction entre mouvements, institutions et discours : d'une part, il met l'accent sur la capacité de transformation sociale du mouvement paritaire et de mise en cause de l'univers du discours politique dominant – le modèle républicain ; d'autre part, il met en lumière la structure d'opportunité politique et institutionnelle qui contraint les choix stratégiques, les répertoires d'action collective et les cadres disponibles pour les mouvements sociaux.

Le premier chapitre s'attache à la dimension internationale et européenne de la structure d'opportunité qui a permis l'émergence de la revendication paritaire, en promouvant une nouvelle définition de l'égalité des sexes, dépassant l'égalité formelle des individus devant la loi et de traitement ainsi que l'égalité des chances au profit du droit fondamental à l'égalité de tout individu, au-delà des différents domaines du Droit. Le deuxième chapitre s'intéresse aux transformations de la structure d'opportunité suscitées par les controverses qu'ont soulevées les tentatives de redéfinir l'égalité des sexes et donc l'identité du féminisme ; en effet, les alliances inédites entre des groupes féministes d'orientation radicale et de tradition réformiste changent le contexte dans lequel les paritaires énoncent leur revendication. Le troisième chapitre aborde les modalités d'interaction entre cette coalition et les institutions de la République, qui permettront à une revendication minoritaire d'aboutir et de donner lieu à une réforme institutionnelle majeure, à la faveur du contexte politique et institutionnel des années 1990 qui, à la fois, limite les stratégies d'actions possibles et ouvre les opportunités d'action et de représentation. L'auteure nous fait comprendre comment les luttes de sens à donner au mot parité constituent une politique du discours qui rend légitime une revendication, portée par des acteurs rendus légitimes, par la mobilisation de rhétoriques de légitimation axées sur *et* l'acceptation *et* la transgression du modèle républicain *et*, en définitive, sa transformation. Ce travail de signification est un travail de légitimation qui met en conformité la revendication paritaire avec l'univers du discours républicain tout en transformant le contenu. C'est dans le travail législatif et juridique que cette transformation est saisie lors du quatrième et dernier chapitre qui étudie les débats parlementaires. Il met en lumière les catégories juridiques et l'expertise que supposent la négociation entre les mouvements sociaux, les institutions chargées des droits des femmes et le pouvoir législatif. L'auteure montre que le cœur d'une telle négociation sur l'égalité des sexes renvoie à une négociation sur les rapports de genre.

Plus largement, l'ouvrage remarquable d'Éléonore Lépinard permet de comprendre, à travers le passage de la revendication à la réforme, que le rapport du féminisme à l'État et aux institutions de la République, loin d'être réductible à une simple mise en conformité avec l'univers du discours politique dominant ou à une simple cooptation des demandes ainsi dénaturées, relève plutôt de la capacité réciproque de réception qui remodèle en définitive les représentations collectives à propos des rapports de genre. Cette publication constitue certainement une référence majeure sur le cas français pour qui entend mener des comparaisons avec d'autres pays qui possèdent, ou sont en train d'établir, des législations nationales en matière de parité, tels la Belgique, la Finlande ou l'Espagne.

Bérengère MARQUES-PEREIRA
Université libre de Bruxelles

BROQUA (Christophe) – *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida.* – Paris, Presses de Sciences Po, 2006 (Sociétés en mouvement). 456 p. Bibliogr. Index.

Par sa thèse d'anthropologie ainsi publiée, Christophe Broqua contribue considérablement à enrichir les travaux consacrés au militantisme des associations de malades. Si, en France, la contestation sociale est relativement récente dans l'histoire des épidémies et des luttes contre les maladies, son étude n'en est pas moins féconde¹. Au cœur de cette littérature, Christophe Broqua s'attache à souligner la spécificité de la lutte contre le sida en France fondée sur une connexion forte entre mouvement associatif et champ politique. Il apporte également une réflexion originale sur le militantisme au sein des associations de malades du sida en pointant l'articulation des identités homosexuelle et séropositive au sein de l'association Act Up (association fondée en 1989 à Paris par trois journalistes, Didier Lestrade, Pascal Coulavin et Luc Loubet, sur le modèle précurseur de la mobilisation new-yorkaise de 1987). Reposant sur un travail riche d'enquêtes quantitatives, d'entretiens, et d'observation participante – l'auteur a été membre de l'association –, l'ouvrage est construit autour de deux grands axes : d'abord, la démonstration du singularisme d'Act Up dans le champ de la lutte contre le sida reposant sur l'étiologie politique du sida et la figure de l'homosexuel séropositif comme référentiel identitaire ; ensuite, la redéfinition de l'action militante d'Act Up après la découverte des trithérapies commuant le sida, maladie mortelle, en maladie chronique.

Dès sa création, Act Up se différencie des autres associations de malades du sida. Elle incarne la branche vindicative et politique du mouvement homosexuel des années 1970 contre celle du militantisme social développée notamment par AIDES, préoccupée par le service à apporter aux malades. La stratégie d'Act Up consiste à repolitiser et réhomosexualiser la lutte contre le sida. Elle élabore ainsi une rhétorique sur les causalités de la diffusion de la maladie, qualifiée par Christophe Broqua d'« étiologie politique du sida » (chapitres 2 et 3). Celle-ci consiste à imputer la responsabilité de la diffusion de la maladie aux pouvoirs publics qui n'ont pas mené d'action spécifique en direction des homosexuels. Il s'en est suivi une expérience différentielle entre la prévalence de la maladie dans le milieu homosexuel et le silence des pouvoirs publics autour de cette expérience. Cet argument fonde le répertoire d'action adopté par Act Up qui repose sur des actions emblématiques très médiatisées de nature publique et politique (*zap*, *die-in*, *outing* de personnalités, invective du ministre de la Santé au Sidaction, etc. – chapitres 6 et 7). Act Up se singularise également en défendant « un point de vue homosexuel sur le Sida » (p. 23) qui consiste à articuler homosexualité et séropositivité. Grâce à un travail de signification symbolique sur l'homosexualité et le sida, Act Up cherche à retourner ce double stigmatisme en identité revendiquée et positive. Cette valorisation de la figure de l'homosexuel séropositif a permis d'organiser une communauté latente en groupe militant et, bien plus encore, a servi de levier à la construction identitaire – collective et individuelle – des homosexuels. Christophe Broqua démontre ainsi dans son chapitre le plus brillant comment le militantisme au sein d'Act Up opère comme mode de mise en cohérence de la personne, de ses identités marquées par l'expérience du sida – qu'elle soit atteinte ou que des proches le soient – et l'expérience de l'homosexualité toutes deux stigmatisantes (chapitre 5). La maladie et l'engagement dans la lutte contre celle-ci permettent d'affirmer une identité sociale homosexuelle assignée et endossée. L'auteur souligne plus largement la fonction socialisante du militantisme pour les homosexuels.

L'année 1996 marque un tournant dans l'action d'Act Up. L'espoir généré par la découverte des trithérapies, la chronicisation et la normalisation de la maladie, l'arrivée d'une

1. Voir notamment : Janine Barbot, *Les malades en mouvements : la médecine et la science à l'épreuve du sida*, Paris, Balland, 2002 ; Christophe Broqua, Olivier Fillieule, *Trajectoires d'engagement : AIDES et Act Up*, Paris, Textuel, 2001 ; Patrice Pinell, *Naissance d'un fléau : histoire de la lutte contre le cancer en France (1890-1940)*, Paris, Métailié, 1992 ; Patrice Pinell (dir.), *Une épidémie politique : la lutte contre le sida en France (1981-1996)*, Paris, PUF, 2002 ; Vololona Rabeharisoa, Michel Callon, *Le pouvoir des malades. L'Association française contre les myopathies et la Recherche*, Paris, Presses de l'École des mines, 1999.

nouvelle génération de militants qui n'a pas connu l'expérience ou le stigmate du sida invitent l'association à redéfinir sa position. Après une période d'hésitations marquée par l'éventualité d'une auto-dissolution et l'insertion dans d'autres mouvements sociaux contestataires éloignés de la cause homosexuelle, Act Up s'empare de la controverse sur le *bareback* (retour des pratiques à risques) pour réaffirmer son engagement auprès de la communauté homosexuelle et la place centrale qu'elle entend continuer à y occuper. En délimitant une nouvelle ligne de fracture autour de la figure de l'homosexuel séropositif désormais scindée entre comportement « *soft* », moralement responsable, et comportement « *hard* », moralement réprimable, Act Up s'impose de nouveau comme acteur légitime au « centre de l'espace de socialisation homosexuelle ayant intégré l'expérience du sida » (p. 350 – chapitres 8 et 9).

Christophe Broqua conclut alors sur les effets de l'identification entre homosexualité et séropositivité continuellement renouvelée par Act Up. Vertueuse pour l'association qui en tire sa légitimité et sa survie par un positionnement original dans le champ des associations de malades, elle est aussi plus problématique, car source de confusion, qui conduit souvent une partie de l'opinion publique à assimiler l'homosexualité à la monstruosité.

L'apport de cet ouvrage ne doit pas être réduit à son simple objet d'étude, les associations de malades du sida ou l'homosexualité en France. En reconstituant l'histoire d'Act Up et la carrière de ses fondateurs et militants, l'auteur livre une recherche stimulante sur le militantisme et l'engagement. Son approche séquentielle et processuelle de l'engagement¹ permet de révéler le contexte d'émergence d'une mobilisation, les dispositions à l'engagement des militants, les luttes fratricides au sein de l'espace d'une cause, la dimension cathartique et socialisante de la protestation, le travail de mise en cohérence identitaire², l'apprentissage du militantisme par l'acte et l'appropriation de la symbolique militante par les nouvelles générations, la reconfiguration des identités militantes au cours de et par l'engagement (des raisons différentes sont au fondement de l'engagement, de sa poursuite ou d'une défection).

La présentation à la fois chronologique et thématique de ces résultats tend cependant à brouiller l'énonciation d'une thèse centrale et conduit à certaines redondances. À cette remarque, on peut ajouter comme dernière limite le recours à l'analyse pour justifier certaines positions d'Act Up comme son usage de la violence – violence somme toute symbolique. On trouve néanmoins chez Christophe Broqua une réflexion brillante contribuant à enrichir la sociologie des mouvements sociaux qui laisse ouverte la voie à des travaux comparatistes.

Emmanuelle BOUILLY
CRPS, Université Paris I-Panthéon Sorbonne

1. Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), février-avril 2001, p. 199-217.

2. Michaël Voegtli, « Du Jeu dans le Je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence », *Lien social et politiques*, 51, 2004, p. 145-158.